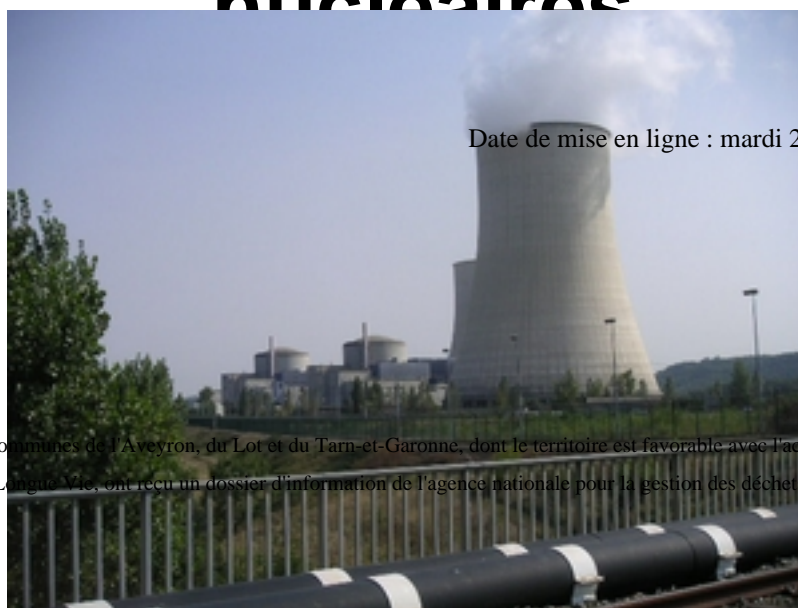


Extrait du Toulous'Ethic, une autre lecture de l'information en Midi-Pyrénées

<http://www.toulouseethic.fr>

Trois départements compatibles avec un centre de stockage de déchets nucléaires



Date de mise en ligne : mardi 24 juin 2008

Description :

En juin plusieurs maires de communes de l'Aveyron, du Lot et du Tarn-et-Garonne, dont le territoire est favorable avec l'accueil d'un centre de stockage de déchets de Faible Activité à Longue Vie, ont reçu un dossier d'information de l'agence nationale pour la gestion des déchets atomiques.

Toulous'Ethic, une autre lecture de l'information en Midi-Pyrénées

Aujourd'hui en France, il existe trois centres de stockage dans l'Aube et dans la Manche pour les déchets de très faible Activité et de faible et moyenne activité. Le site de la Manche, après 25 années d'exploitation est entré en 2003 dans la phase de surveillance. Le centre de l'Aube et le centre de stockage des déchets à très faible activité ayant pris le relais.

L'année 2008 marque le lancement de la recherche de site pour le stockage des déchets de faible activité à vie longue (FA-VL), par l'envoi auprès de 3115 mairies d'un dossier d'information. Dans un premier temps (fin 2008), les maires qui le souhaitent pourront donner leur accord pour que soient menées des premières investigations sur leur territoire, dans le but de vérifier la faisabilité du stockage. Les maires pourront, dans un second temps, confirmer leur candidature après concertation locale (fin 2010). Le centre devrait sortir de terre pour 2019.

La région Midi-Pyrénées recense près de 50 producteurs détenteurs de déchets et trois sites d'importance :

- ▶ Bertholène dans l'Aveyron abritant un bassin de stockage de 476 000 tonnes de résidus (chiffres Andra 2005).
- ▶ Gramat dans le Lot : Site militaire qui entrepose temporairement des déchets radioactifs issus d'expérimentations (uranium appauvri).
- ▶ Golfech dans le Tarn-et-Garonne recensant en 2005 des Déchets de moyenne activité (MA - VL) entreposés en piscine, Déchets non conditionnés de moyenne faible ou très faible activité.

Chacun de ces trois départements ayant un environnement géologique favorable. Dans l'Aveyron, trente-trois communes de quatre cantons du Quercy (Caylus, Saint-Antonin, Caussade, Montpezat-de-Quercy) ont été contacté. Le réseau sortir du Nucléaire a particulièrement identifié le Lot comme étant un site en danger. Au total ce sont plus de 180 communes qui ont été draguées par l'Andra. A l'autre bout du courrier, les municipalités ont reçu la nouvelles avec froideur.

Pour [l'Andra](#) : Ce projet constitue une véritable opportunité de développement économique pour leur territoire. L'État, l'Andra et les propriétaires de déchets que sont EDF, le CEA, AREVA et Rhodia, les accompagneront pour faire de ce projet, un projet ambitieux et durable.

Et pour convaincre les élus, l'Agence nationale pour la gestion des déchets atomique détaille les différentes retombées économiques pour les communes :

- ▶ Pour la construction du centre, le projet fera appel à des entreprises de travaux publics ce qui impliquera l'emploi d'une centaine de personnes.
- ▶ le site pourra employer une cinquantaine de personnes à temps plein pendant les vingt années d'exploitation.

En contrepartie de l'accueil d'un centre de stockage, les collectivités peuvent bénéficier **de dotations financières à l'accompagnement et à l'implantation** (près de 6 millions d'euros pour le centre de stockage dans l'Aube). Sans oublier la manne non négligeable **des taxes professionnelles et foncières**, qui s'élèvent à près de 4 millions d'euros pour le site de l'Aube.

Pour le réseau Sortir du nucléaire, rassemblant plus de 800 associations, l'Andra ne joue pas la transparence la liste de ces communes n'a pas été révélée alors que les documents diffusés, tant par le Ministère de l'écologie que par l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) et l'Andra, parlent d'un projet mené dans la plus grande transparence ! . [L'association appelle donc tous les citoyens à se mobiliser contre l'épée de Damoclès qui pèsent sur les communes, en réclamant auprès des organismes de l'Etat, la liste des 3115 communes.](#)